



ÉLECTIONS DU QUÉBEC 2022 – SYNTHÈSE DES CADRES FINANCIERS DES PARTIS POLITIQUES

Regard CFFP R2022/08

SUZIE ST-CERNY
LUC GODBOUT
YVES ST-MAURICE
FRÉDÉRIK HALLÉ-ROCHON

SEPTEMBRE 2022



REMERCIEMENTS

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (CFFP) a été mise sur pied le 15 avril 2003. Sa mission est à la fois de développer la recherche multidisciplinaire et de diffuser des connaissances sur les enjeux socioéconomiques relatifs à la politique fiscale et aux finances publiques.

Pour plus de détails sur la CFFP, visitez son site internet à l'adresse : <http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>.

Luc Godbout est professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke et chercheur principal en finances publiques à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

Suzie St-Cerny et **Frédéric Hallé-Rochon** sont professionnels de recherche à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

Yves St-Maurice est consultant en économie et collabore à titre de professionnel de recherche à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

Les auteurs collaborent aux travaux de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, qu'ils remercient de son appui financier qui a permis la réalisation de cette étude.

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

École de gestion, Université de Sherbrooke

2500, boul. de l'Université

Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

cftp.eg@USherbrooke.ca

Merci de citer ainsi :

Suzie ST-CERNY, Luc GODBOUT, Yves ST-MAURICE et Frédéric HALLÉ-ROCHON (2022), « Élections du Québec 2022 – Synthèse des cadres financiers des partis politiques », Regard CFFP R2022/08, Université de Sherbrooke, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, 23 p.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| Mise en contexte | 1 |
| 1. Balises pour la préparation des cadres financiers..... | 2 |
| 2. Cadre financier de référence..... | 3 |
| 3. Principaux engagements des partis..... | 4 |
| 4. Comparaison de l’effet des cadres financiers | 15 |
| 5. Remarques finales | 17 |
| 5.1. Évolution des soldes | 17 |
| 5.2. Coût net des engagements..... | 18 |
| 5.3. Meilleures pratiques de présentation des cadres financiers | 18 |
| Annexe : Présentation uniforme de certains indicateurs des cadres financiers | 21 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|--|----|
| Tableau 1. Cadre financier du gouvernement du Québec tiré du rapport préélectoral du ministère des Finances du Québec..... | 3 |
| Tableau 2. Principaux engagements touchant les revenus – 2022-2023 à 2026-2027 | 5 |
| Tableau 3. Principaux engagements touchant les dépenses – 2022-2023 à 2026-2027 | 8 |
| Tableau 4. Provision pour risques économiques de 2022-2023 à 2026-2027 | 12 |
| Tableau 5. Principaux engagements relativement à l’équilibre budgétaire | 12 |
| Tableau 6. Le Fonds des générations de 2022-2023 à 2026-2027 | 13 |
| Tableau 7. Principaux engagements relativement au PQI – écart par rapport au rapport préélectoral..... | 14 |

LISTE DES FIGURES

| | |
|---|----|
| Figure 1. Indicateurs de finances publiques du gouvernement du Québec, tirés du rapport préélectoral (RPÉ) et des cadres financiers des partis, 2026-2027 (en milliards de dollars) | 15 |
| Figure 2. Évolution des soldes budgétaires (en millions de dollars) | 17 |
| Figure 3. Coût des engagements (en milliards de dollars)..... | 18 |

MISE EN CONTEXTE

En vue des élections québécoises du 3 octobre 2022, la Chaire en fiscalité et en finances publiques (CFFP) a organisé une série de conférences avec des experts reconnus. Ainsi, un midi par mois, de mars à août, ces experts ont alimenté la réflexion des participants sur différents enjeux de finances publiques (santé, changements climatiques, marché du travail, etc.). Enfin, le 20 septembre, la série de conférences s’est conclue par un débat électoral sur les enjeux de finances publiques et de fiscalité auquel un candidat ou une candidate de chacun des principaux partis politiques du Québec a été convié pour exposer sa vision des objectifs gouvernementaux et des priorités de leur parti, les changements envisagés en matière de fiscalité et où ont été abordés les cadres financiers sous-tendant leurs propositions. Il est possible de voir ou revoir chacune de ses conférences¹.

En marge de ces activités, et comme lors des dernières campagnes électorales, la CFFP produit une synthèse des cadres financiers des partis politiques. L’élaboration d’un cadre financier est un exercice utile et pertinent lors d’une campagne électorale. Pour les partis politiques, c’est un exercice exigeant qui a surtout le mérite de les forcer à chiffrer leurs promesses, que ce soit l’ajout ou le changement d’un programme ou d’un impôt ou d’une taxe. Ils doivent montrer comment ces promesses s’inscriront dans un cadre budgétaire de court et de moyen terme. De quelle façon les promesses sont-elles financées? Lesquelles coûtent davantage? Quels seront leurs effets sur l’équilibre budgétaire et le niveau d’endettement? Au final, cela permet aux électeurs et électrices de constater l’impact possible de leurs choix sur les finances publiques du Québec.

Afin de simplifier la comparaison entre les partis politiques, la présente synthèse indique les principaux engagements touchant les revenus et les dépenses, mais également leurs effets sur les indicateurs importants des finances publiques du Québec, notamment le solde budgétaire, l’endettement et le Fonds des générations.

Évidemment, il convient de souligner que le présent exercice ne porte aucune appréciation de la pertinence des mesures ni de leur faisabilité. Un lecteur désirant avoir plus de détails sur les promesses des partis politiques est invité à consulter les programmes et sites Web des partis.

¹ Pour les six conférences avec des expert-e-s : <https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/evenements/en-route-vers-les-elections-du-quebec-2022-les-enjeux-de-finances-publiques/>; Pour le débat avec les représentant-e-s des partis politiques : <https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/evenements/debat-electoral-elections-du-quebec-2022-enjeux-de-finances-publiques-et-de-fiscalite/>

1. BALISES POUR LA PRÉPARATION DES CADRES FINANCIERS

La sixième conférence de notre programme *En route vers les élections du Québec 2022* abordait la notion des cadres financiers. Sans en faire un résumé exhaustif ici, notons que les conférenciers y ont notamment expliqué l'utilité et l'importance de ces cadres et surtout, ils ont présenté ce qui à leurs yeux représentait les meilleures pratiques quant à leurs conception et présentation².

Ainsi, en vue de s'assurer que les cadres financiers puissent réellement aider la population à juger comment les partis évaluent les conséquences financières de leurs promesses électorales sur le budget de l'État, basé sur une analyse de ce qui s'est fait lors des campagnes électorales passées et compte tenu des outils actuellement disponibles, les conférenciers ont proposé une liste de balises ou de meilleures pratiques quant à l'élaboration des cadres financiers. Les principales sont :

a) **Se servir des données du cadre financier du Rapport préélectoral à titre de référence**

Le ministère des Finances du Québec a comme mandat, au cours des mois qui précèdent les élections générales, de préparer un Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec (Rapport préélectoral). La Vérificatrice générale du Québec, de son côté, émet une opinion sur la plausibilité des prévisions et hypothèses du rapport. Une fois ce processus complété, le Rapport préélectoral présente un cadre de référence commun pour que les partis politiques puissent établir leur cadre financier. C'est la raison pour laquelle il est recommandé aux partis de ne pas modifier les prévisions économiques et financières du Rapport préélectoral dans la présentation de leur propre cadre financier.

b) **Présenter les effets des engagements sur des indicateurs clés des finances publiques**

Les engagements des partis relativement aux revenus et aux dépenses doivent bien sûr être indiqués. Parmi les autres indicateurs à présenter, il y a les effets des engagements sur le service de la dette et sur le niveau de la dette, tout comme les changements apportés au Plan québécois d'infrastructure (PQI) s'il y a lieu. Comme deux lois particulières encadrent le processus budgétaire, soient la Loi sur l'équilibre budgétaire et la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations, les effets des engagements sur l'équilibre budgétaire et sur l'évolution de la réserve de stabilisation doivent ressortir. À cela, il faut ajouter la position quant à l'évolution du Fonds des générations.

c) **Pour faciliter la comparaison entre les cadres financiers, les partis devraient présenter leurs engagements et les effets de façon similaire**

Pour ce faire, il est suggéré d'utiliser le simulateur du ministère des Finances du Québec mis en ligne au moment de la publication du Rapport préélectoral. Ce dernier permet de faire ressortir clairement les écarts par rapport au cadre de référence, ce qui est essentiel pour faciliter les comparaisons.

² Captation vidéo de cette conférence : <https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/evenements/en-route-vers-les-elections-du-quebec-2022-les-enjeux-de-finances-publiques/#activite-24-aout>

2. CADRE FINANCIER DE RÉFÉRENCE

Le Rapport préélectoral³, qui établit le cadre financier de référence du gouvernement du Québec, a été publié le 15 août 2022.

Le tableau 1 indique les principales données financières qu'on y trouve. Ce rapport permet de faire certains constats quant à l'état des finances publiques du gouvernement du Québec. On y voit notamment que :

- Les dépenses liées à la COVID-19 s'estompent progressivement d'ici 2024-2025;
- Une provision pour risques économiques et autres mesures de soutien de relance s'élève à 2 milliards de dollars par année pendant 5 ans;
- Au sens des comptes publics, donc avant les versements au Fonds des générations, les revenus excèdent les dépenses;
- Au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, le solde budgétaire reste déficitaire pour chacune des années, malgré une amélioration significative depuis le Budget de mars 2022.

Tableau 1. **Cadre financier du gouvernement du Québec tiré du Rapport préélectoral du ministère des Finances du Québec** (en millions de dollars)

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Revenus autonomes | 114 870 | 118 981 | 123 488 | 127 316 | 131 641 |
| Transferts fédéraux | 29 600 | 29 631 | 29 921 | 31 813 | 32 345 |
| Total des revenus (A) | 144 470 | 148 612 | 153 409 | 159 129 | 163 986 |
| Dépenses de portefeuilles | 128 154 | 134 472 | 138 370 | 144 246 | 147 959 |
| Service de la dette | 10 189 | 9 000 | 9 888 | 9 990 | 10 808 |
| Total des dépenses (B) | 138 343 | 143 472 | 148 258 | 154 236 | 158 767 |
| Provision pour risques économiques (C) | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
| Dépenses liées aux mesures de soutien et de relance COVID-19 (D) | 2 355 | 462 | 18 | 0 | 0 |
| Solde (au sens des comptes publics) (E = A-B-C-D) | 1 772 | 2 678 | 3 133 | 2 893 | 3 219 |
| Versements au Fonds des générations (F) | 3 428 | 3 955 | 4 546 | 4 800 | 5 539 |
| Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire (G = E-F) | -1 656 | -1 277 | -1 413 | -1 907 | -1 944 |
| Utilisation de la réserve de stabilisation | 927 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Solde budgétaire | -729 | -1 277 | -1 413 | -1 907 | -1 944 |
| Fonds des générations (valeur comptable) | 19 257 | 23 212 | 27 758 | 32 558 | 37 721 |
| <i>Dette brute</i> | <i>219 814</i> | <i>224 556</i> | <i>227 868</i> | <i>232 097</i> | <i>235 793</i> |
| <i>en % du PIB</i> | <i>39,7</i> | <i>39,1</i> | <i>38,3</i> | <i>37,0</i> | <i>37,0</i> |

Source : Gouvernement du Québec (2022), *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec*, Août, Tableau 2, p. 13.

Les données de référence étant établies, c'est à partir de celles-ci que l'analyse des cadres financiers est présentée dans les prochaines sections du présent document.

³ Gouvernement du Québec (2022). *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec*, ministère des Finances du Québec, http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/RapportPreelectoralFR_2022.pdf

3. PRINCIPAUX ENGAGEMENTS DES PARTIS

Les tableaux inclus dans cette section recensent les principaux engagements des partis politiques; d'abord ceux affectant les revenus, puis ceux affectant les dépenses. Ensuite, la position des partis sera comparée quant à quatre autres éléments : la provision pour risques économiques, l'équilibre budgétaire, les versements au Fonds des générations et le PQI.

Le tableau 2 énumère les engagements touchant les revenus et le tableau 3 ceux touchants les dépenses. Pour chacun des partis, les engagements présentés sont ceux ayant les effets financiers les plus importants⁴, comme indiqué dans les cadres financiers publiés par les partis suivants (en ordre alphabétique) :

- Coalition Avenir Québec (cadre publié le 10 septembre 2022)
- Parti conservateur du Québec (cadre publié le 14 septembre 2022)
- Parti libéral du Québec (cadre publié le 4 septembre 2022, mis à jour le 14 septembre 2022)
- Parti Québécois (cadre publié le 13 septembre 2022, mis à jour le 14 septembre 2022)
- Québec Solidaire (cadre publié le 9 septembre 2022)

Comme indiqué en introduction, aucune appréciation de la pertinence des mesures n'est effectuée. Également, l'estimation des effets monétaires des engagements des partis n'est pas commentée.

Le classement des engagements va de celui dont la valeur est la plus élevée à celui dont l'évaluation est la plus basse en 2026-2027 (effet à la hausse d'abord, suivi des effets à la baisse). Lorsque des ajustements sont effectués, par exemple au service de la dette, ils sont présentés à la fin du tableau.

⁴ Effet de 100 M\$ ou plus au moins une année entre 2022-2023 et 2026-2027.

Tableau 2. **Principaux engagements touchant les revenus – 2022-2023 à 2026-2027**
(Incidence budgétaire en millions de dollars)




| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|  – Amélioration de la croissance économique | 0 | 0 | 519 | 1 077 | 1 677 |
| – Baisse d'impôt | -417 | -1 675 | -1 709 | -1 743 | -1 890 |
| – Effet sur les revenus de placement de versements moindre au Fonds des générations | 0 | -20 | -100 | -185 | -276 |
| – Limiter la hausse des tarifs à 3 % | -49 | -659 | -903 | -271 | -275 |
| Effet total aux revenus | -466 | -2 354 | -2 193 | -1 122 | -764 |
| – Déréglementation | 0 | 400 | 1 200 | 2 250 | 4 050 |
| – Révision des projections de revenus selon VG | 1 149 | 1 149 | 1 149 | 1 149 | 1 149 |
| – Redevances gaz naturel Utica | 0 | 0 | 88 | 131 | 175 |
| – Effet combiné, hausse du montant personnel de base et réduction d'impôt sur le revenu des particuliers | -5 592 | -5 704 | -5 818 | -5 934 | -6 053 |
|  – Hausse du crédit d'impôt au prolongement de carrière des travailleurs d'expérience | -1 074 | -1 095 | -1 117 | -1 140 | -1 163 |
| – Éliminer TVQ sur biens usagés | -111 | -340 | -346 | -353 | -360 |
| – Crédit d'impôt plus de deux enfants | -50 | -100 | -100 | -100 | -100 |
| – Crédit d'impôt proche aidant | -50 | -100 | -100 | -100 | -100 |
| – Exemption TVQ activités physiques | 0 | -50 | -100 | -100 | -100 |
| – Crédit d'impôt abonnements sportifs | 0 | -60 | -60 | -60 | -60 |
| – Suspension de 5 mois de la taxe sur les carburants | -792 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Effet total aux revenus | -6 520 | -5 900 | -5 204 | -4 257 | -2 562 |
| – Lutte au travail au noir | 0 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| – Lutte aux paradis fiscaux (entreprises) | 143 | 429 | 429 | 429 | 429 |
| – TVQ Vérificateur général | 0 | 365 | 365 | 365 | 365 |
| – Impôt pour les super riches | 0 | 350 | 350 | 350 | 350 |
| – Taxe sur les institutions financières | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 |
| – Lutte aux paradis fiscaux (particuliers) | 86 | 257 | 257 | 257 | 257 |
| – Taxe sur les immeubles non occupés | 0 | 255 | 255 | 255 | 255 |
|  – Taxe spéciale sur les GAFAM | 135 | 150 | 183 | 183 | 183 |
| – Baisse d'impôt classe moyenne | -2 400 | -2 400 | -2 400 | -2 400 | -2 400 |
| – Élargissement de la déduction pour petite entreprise | 0 | 0 | -550 | -550 | -550 |
| – Déduction d'impôt travailleurs expérimentés | -500 | -500 | -500 | -500 | -500 |
| – Hausse du crédit d'impôt solidarité | -180 | -280 | -385 | -485 | -485 |
| – Exemption de TVQ sur produits essentiels | -125 | -450 | -450 | -450 | -450 |
| – Supplément pour achat de fournitures scolaires | -125 | -125 | -125 | -125 | -125 |
| – Ajustement du crédit d'impôt à l'innovation | 0 | 0 | -73 | -73 | -73 |
| – Exemption TVQ Hydro-Québec | -565 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Effet total aux revenus | -3 181 | -1 099 | -1 794 | -1 894 | -1 894 |

Tableau 2. Principaux engagements touchant les revenus – 2022-2023 à 2026-2027 (suite)
(Incidence budgétaire en millions de dollars)

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| – Effet de la hausse du nombre de travailleurs d'expérience | 250 | 1 700 | 2 400 | 2 600 | 2 700 |
| – Hausse du nombre de parents sur le marché du travail | 0 | 38 | 76 | 111 | 142 |
| – Hausse des taxes à la consommation liée au versement de l'allocation au pouvoir d'achat | 628 | 90 | 0 | 0 | 0 |
| – Perception de la TVQ sur les fournisseurs hors Québec | 0 | 365 | 380 | 395 | 411 |
| – Abolition du crédit d'impôt pour les travailleurs expérimentés | 90 | 360 | 371 | 382 | 393 |
| – Doubler la taxe compensatoire sur les institutions financières | 90 | 360 | 371 | 382 | 393 |
| – Taxer les GAFAM à 3 % de leur chiffre d'affaires québécois | 321 | 337 | 354 | 372 | 390 |
| – Déclaration unique de revenus | 0 | 0 | 300 | 315 | 331 |
| – Fin de l'incorporation des médecins | 200 | 210 | 221 | 232 | 243 |
| – Redevances sur l'eau | 0 | 150 | 154 | 158 | 162 |
| – Lutte contre les profits détournés | 0 | 150 | 154 | 158 | 162 |
| – Taxes à la spéculation immobilière | 0 | 100 | 105 | 110 | 116 |
| – Révision de l'impôt minimum de remplacement | 0 | 100 | 103 | 105 | 108 |
| – Taxe sur les surprofits | 1 000 | 250 | 0 | 0 | 0 |
| – Exemption d'impôt sur les derniers 35 000 \$ de revenus pour les 60 ans et plus | -500 | -1 800 | -1 854 | -1 910 | -1 967 |
| – Doubler le crédit d'impôt aux proches aidants | -200 | -205 | -210 | -215 | -220 |
| – Autres mesures fiscales ⁵ | 0 | -80 | -83 | -85 | -87 |
| – Doubler le crédit d'impôt de solidarité | -900 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Effet total aux revenus | 980 | 2 125 | 2 841 | 3 109 | 3 277 |

⁵ Nom des mesures avec un effet inférieur à 100 M\$: Allègement fiscal TPE et Crédit d'impôt pour la construction de petites maisons.

Tableau 2. **Principaux engagements touchant les revenus – 2022-2023 à 2026-2027 (suite et fin)**
(Incidence budgétaire en millions de dollars)

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| – Impôt sur les grandes fortunes et les successions | 0 | 2 344 | 2 439 | 2 536 | 2 660 |
| – Réforme de la fiscalité des particuliers pour réduire les inégalités | 0 | 1 211 | 1 258 | 1 302 | 1 353 |
| – Inclusion totale des gains en capital pour les grandes entreprises | 0 | 889 | 921 | 953 | 985 |
| – Augmentation de l'impôt sur le profit des grandes sociétés | 0 | 719 | 776 | 820 | 856 |
| – Ménage dans la fiscalité | 0 | 475 | 493 | 510 | 527 |
| – Augmentation des redevances minières | 0 | 472 | 489 | 507 | 524 |
| – Dividende d'Hydro-Québec : Partenariat avec les communautés pour la production d'énergie renouvelable | 0 | 248 | 495 | 495 | 495 |
| – Taxe sur les grands pollueurs | 0 | 94 | 196 | 323 | 472 |
| – Impôt minimum des grandes sociétés et lutte à l'évasion fiscale | 0 | 450 | 450 | 450 | 450 |
| – Augmentation des redevances sur l'eau pour les entreprises | 0 | 397 | 397 | 397 | 397 |
| – Taxe compensatoire des institutions financières | 0 | 357 | 370 | 383 | 396 |
| – Taxe sur le capital | 0 | 350 | 357 | 363 | 370 |
| – Taxe GAFAM | | 150 | 150 | 150 | 150 |
| – Taxe sur les logements vacants | 0 | 77 | 77 | 77 | 77 |
| – Gratuité scolaire au primaire et au secondaire et abolition des frais pédagogiques particuliers | 0 | -878 | -892 | -904 | -916 |
| – Revenu des personnes âgées | 0 | -582 | -594 | -605 | -617 |
| – Rendements du Fonds des générations | 0 | 0 | -164 | -352 | -564 |
| – Détaxation des biens essentiels | 0 | -2 000 | -1 357 | -410 | 0 |
| Effet total aux revenus | 0 | 4 773 | 5 861 | 6 995 | 7 615 |

Sources : Coalition Avenir Québec (2022) *Continuons. Cadre financier de la Coalition Avenir Québec*, 12 p.; Parti conservateur du Québec (2022) *Cadre financier du Parti conservateur du Québec 2022. Estimé du coût des engagements*, 49 p.; Parti libéral du Québec (2022) *Cadre financier élections générales 2022*, 8 p.; Parti Québécois (2022) *Le Québec qui s'assume. Pour vrai. Cadre financier 2022*, 10 p.; Québec solidaire (2022) *Une nouvelle vision des finances publiques. Rigueur et ambition. Cadre financier de Québec solidaire*, 12 p. et *Annexe 1*, 8 p.

Tableau 3. Principaux engagements touchant les dépenses – 2022-2023 à 2026-2027
(Incidences budgétaires en millions de dollars)

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| – Montant de soutien aux aînés | 1 575 | 1 575 | 1 575 | 1 575 | 1 575 |
| – Conversion des garderies privées | 0 | 105 | 191 | 278 | 370 |
| – Soins à domicile | 0 | 150 | 200 | 250 | 300 |
| – Logement social et abordable | 245 | 55 | 236 | 116 | 200 |
| – Annonces à venir | 20 | 157 | 180 | 183 | 184 |
| – Fonds bleu | 50 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| – Main-d'œuvre en santé | 0 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| – Hospitalisation à domicile | 0 | 15 | 45 | 75 | 100 |
| – Autres mesures aux dépenses ⁶ | 38 | 190 | 231 | 241 | 253 |
| – Aide ponctuelle | 3 506 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| – ID Québec | 500 | 750 | 1 000 | 750 | 0 |
| – Impact budgétaire du PQI | 0 | 189 | 242 | 295 | 347 |
| – Effet sur le service de la dette | 52 | 283 | 437 | 549 | 593 |
| – Écart restant avec chiffres CAQ | | -13 | -40 | -64 | -88 |
| – Révision des programmes | 0 | -538 | -830 | -1 154 | -1 480 |
| Effet total aux dépenses de portefeuilles et service de la dette | 5 986 | 3 168 | 3 717 | 3 344 | 2 604 |
| – Augmentation du nombre de médecins | 0 | 25 | 50 | 75 | 100 |
| – Ouverture infrastructures scolaires | 25 | 50 | 75 | 100 | 100 |
| – Autres mesures aux dépenses ⁷ | 0 | 307 | 241 | 263 | 285 |
| – Diminution de l'aide aux entreprises | 0 | -1 452 | -2 904 | -4 357 | -4 357 |
| – Addition du privé en santé | 0 | 0 | -1 000 | -1 500 | -2 000 |
| – Loi sur le plafonnement des dépenses relativement à : | | | | | |
| - nouveaux programmes | 0 | -1 582 | -1 658 | -1 688 | -1 758 |
| - éducation | 0 | -437 | -697 | 0 | 0 |
| - enseignement supérieur | 0 | -128 | -107 | 0 | 0 |
| - solde budgétaire positif | 0 | -81 | -162 | -243 | -336 |
| – Ajustement des dépenses ministère du Transport | 0 | 0 | -1 069 | -1 069 | -1 069 |
| – Élimination progressive des subventions aux véhicules électriques (VE) | -70 | -180 | -340 | -560 | -880 |
| – Bons de garderies (génère des économies) | -60 | -125 | -185 | -250 | -250 |
| – Révision des projections de dépenses selon VG | -1 182 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| – Écart au service de la dette | 235 | 338 | 205 | -43 | -408 |
| Effet total aux dépenses de portefeuilles et service de la dette | -1 052 | -3 265 | -7 551 | -9 272 | -10 573 |

⁶ Nom des mesures avec un effet inférieur à 100 M\$: Formation professionnelle; Services hélicoptés; Autonomie alimentaire; Votre Santé; Lutte au décrochage; Agriculture durable; Valorisation de la lecture; Centres médicaux privés; Banques alimentaires; Programme AgrÉcoles; Agence Santé Québec.

⁷ Nom des mesures avec un effet inférieur à 100 M\$: Modification prêts et bourses (étudiants au travail et secteurs essentiels); Embauche de 400 policiers à Montréal; Augmentation du nombre d'IPS; Projet-pilote de transport en commun gratuit à Québec; Loi sur le plafonnement des dépenses-3,5 %.

Tableau 3. **Principaux engagements touchant les dépenses – 2022-2023 à 2026-2027 (suite)**
(Incidences budgétaires en millions de dollars)

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| – Allocation aînés | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
| – Programme de psychothérapie | 0 | 110 | 220 | 335 | 450 |
| – Projets pédagogiques | 0 | 300 | 425 | 425 | 425 |
| – Éliminer la taxe de bienvenue pour premiers acheteurs | 0 | 0 | 350 | 350 | 350 |
| – Construction de logement | 0 | 350 | 350 | 350 | 350 |
| – Mise en place d'une société d'État pour l'hydrogène vert et bonification des sommes dédiées au développement de la filière | 100 | 200 | 315 | 315 | 315 |
| – Gratuité du transport en commun (aînés et étudiants) | 0 | 0 | 215 | 215 | 215 |
| – Réintroduction du crédit RénoVert | 0 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| – Fonds région et ruralité | 158 | 158 | 158 | 158 | 158 |
| – Service de garde (heure de lunch) | 0 | 67 | 100 | 100 | 100 |
| – Autres mesures aux dépenses ⁸ | 50 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| – Écart au service de la dette | 0 | 155 | 267 | 508 | 836 |
| Effet total aux dépenses de portefeuilles et service de la dette | 2 308 | 3 640 | 4 700 | 5 056 | 5 499 |

⁸ Nom des mesures avec un effet inférieur à 100 M\$: Crédit d'impôt pour réussite scolaire; Fonds de service de santé.

Tableau 3. Principaux engagements touchant les dépenses – 2022-2023 à 2026-2027 (suite)
(Incidences budgétaires en millions de dollars)

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| – Prendre le virage des soins à domicile | 200 | 1 000 | 1 500 | 2 000 | 3 000 |
| – Plan Climat | 0 | 1 500 | 1 538 | 1 576 | 1 615 |
| – Transition juste | 0 | 975 | 999 | 1 024 | 1 050 |
| – Construction de logements sociaux | 0 | 800 | 840 | 882 | 926 |
| – Faire des CLSC de vraies cliniques de proximité | 0 | 500 | 525 | 551 | 579 |
| – Conversion des places des garderies privées en CPE | 0 | 200 | 300 | 400 | 543 |
| – Assurer un meilleur soutien aux organismes communautaires | 100 | 460 | 483 | 507 | 533 |
| – Améliorer la couverture des soins dentaires | 0 | 150 | 200 | 250 | 300 |
| – Mettre en place un service de psychothérapie universel | 30 | 100 | 150 | 200 | 250 |
| – Services aux élèves | 0 | 200 | 210 | 221 | 232 |
| – Meilleur soutien aux RI et aux RTF | 0 | 200 | 210 | 221 | 232 |
| – Création des 15 000 places supplémentaires manquantes en CPE | 0 | 60 | 120 | 175 | 225 |
| – Passe Climat | 0 | 180 | 189 | 198 | 208 |
| – Améliorer la santé auditive | 0 | 40 | 80 | 120 | 150 |
| – Fonds pour les régions | 0 | 100 | 103 | 105 | 108 |
| – Autres mesures aux dépenses ⁹ | 10 | 534 | 563 | 590 | 619 |
| – Annonces à venir | 0 | 100 | 103 | 0 | 0 |
| – Préparation de l'indépendance | 0 | 75 | 77 | 79 | 0 |
| – Allocation au pouvoir d'achat | 6 300 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| – Lutte contre les violences armées | 100 | 50 | 0 | 0 | 0 |
| – Gestion plus efficiente des RH en santé (TSO et horaire) | 0 | -600 | -800 | -1 000 | -1 200 |
| – Révision de la rémunération des médecins | 0 | -400 | -600 | -800 | -1 000 |
| – Abolition du recours aux agences privées de placement | 0 | -700 | -735 | -772 | -810 |
| – Atteinte des objectifs de l'Institut de la pertinence des actes médicaux | 0 | -450 | -473 | -496 | -521 |
| – Fin du financement des écoles religieuses | 0 | -170 | -174 | -179 | -183 |
| – Moratoire sur la maternelle 4 ans | -9 | -12 | -13 | -14 | -15 |
| – Écart au service de la dette | 169 | 148 | 129 | 137 | 203 |
| Effet total aux dépenses de portefeuilles et service de la dette | 6 900 | 5 040 | 5 524 | 5 975 | 7 044 |

⁹ Nom des mesures avec un effet inférieur à 100 M\$: Passeport culturel pour les élèves du secondaire et du collégial, et pour les nouveaux Québécois; Doubler le budget de Télé-Québec; Remboursement des pompes à insuline pour adultes; Hausse du budget pour l'intégration des immigrants; Gratuité effective à l'université pour les enfants dont les parents ont un revenu inférieur au salaire médian; Création d'un ministère du Développement régional; Bonification de la Politique de déplacement des usagers; Doubler le budget du Vérificateur général; Création du ministère de la Condition féminine; Soutien à la concertation au préscolaire et au primaire; Bureau de promotion de la culture; Protecteur des aînés; Création du CRTQ; Bureau de la concurrence; Soutenir l'adaptation des domiciles et les maisons intergénérationnelles.

Tableau 3. Principaux engagements touchant les dépenses – 2022-2023 à 2026-2027 (suite et fin)
(Incidences budgétaires en millions de dollars)

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| – Lutte à la pauvreté | 0 | 1 175 | 1 226 | 1 282 | 1 489 |
| – Rattrapage des conditions de travail secteur public | 0 | 656 | 802 | 1 094 | 1 459 |
| – Assurer la dignité des personnes âgées | 0 | 1 319 | 1 337 | 1 352 | 1 368 |
| – Nouveau programme d'assurance dentaire | 0 | 727 | 747 | 766 | 785 |
| – Plan climat (autres mesures de lutte aux GES) | 0 | 777 | 780 | 782 | 784 |
| – Révolution transport | 0 | 510 | 604 | 737 | 742 |
| – Compléter le réseau des CPE | 0 | 321 | 393 | 501 | 610 |
| – CLSC 24/7 : le bon soin au bon moment | 0 | 506 | 516 | 526 | 536 |
| – Transport en commun à moitié prix | 0 | 188 | 287 | 390 | 497 |
| – Chantier de 50 000 logements sociaux | 0 | 103 | 316 | 429 | 492 |
| – Francisation et intégration personnes immigrantes | 0 | 343 | 353 | 362 | 373 |
| – Réinvestissement en culture et rapatriement des pouvoirs en télécommunications | 0 | 249 | 285 | 320 | 356 |
| – Aide aux commerces locaux et aux PME | 0 | 375 | 256 | 280 | 304 |
| – Nouveaux transferts aux municipalités | 0 | 275 | 283 | 290 | 297 |
| – Financement mission-organismes communautaires | 0 | 276 | 282 | 287 | 292 |
| – Fin des listes d'attente en santé mentale | 0 | 70 | 141 | 211 | 282 |
| – Gratuité scolaire postsecondaire | 0 | 228 | 237 | 247 | 260 |
| – Soutien pour les jeunes de 18 à 25 ans qui sortent des programmes de protection de la jeunesse | 0 | 159 | 193 | 225 | 256 |
| – Garantir l'indépendance de la santé publique | 0 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| – Nouveau pacte avec les régions | 0 | 240 | 243 | 246 | 250 |
| – Rétablir l'expertise de la fonction publique | 0 | 55 | 113 | 173 | 235 |
| – Renforcer le réseau scolaire public | 0 | 203 | 209 | 215 | 221 |
| – Nouvelle politique agricole | 0 | 191 | 195 | 197 | 200 |
| – Décentralisation des services dans les communautés autochtones | 0 | 60 | 102 | 148 | 198 |
| – Rehaussement des vacances et des congés | 0 | 176 | 180 | 183 | 187 |
| – Assemblée constituante | 0 | 142 | 142 | 142 | 142 |
| – Investir pour l'égalité des genres | 0 | 135 | 137 | 139 | 141 |
| – Autres mesures aux dépenses ¹⁰ | 0 | 101 | 104 | 107 | 110 |
| – Pharma-Québec | 0 | -1 355 | -1 897 | -2 304 | -2 711 |
| – Réforme de la rémunération des médecins | 0 | -516 | -535 | -553 | -572 |
| – Mettre fin au temps supplémentaire obligatoire et aux agences privées en santé | 0 | -79 | -159 | -238 | -317 |
| – Déclaration de revenus unique | 0 | -165 | -168 | -172 | -175 |
| – Arrondissement | 0 | 3 | 0 | 0 | -3 |
| – Ajustement VGQ provision pour risque* | | | 150 | | |
| – Écart au service de la dette | | 243 | 540 | 774 | 996 |
| Effet total aux dépenses de portefeuilles et service de la dette | 0 | 7 941 | 8 644 | 9 388 | 10 334 |







Note : * Le cadre financier détaillé indique cet ajustement de provision aux dépenses, mais réduit ensuite la provision pour risque d'un montant équivalent. L'effet sur le solde s'avère donc nul.

Sources : Coalition Avenir Québec (2022) *Continuons. Cadre financier de la Coalition Avenir Québec*, 12 p.; Parti conservateur du Québec (2022) *Cadre financier du Parti conservateur du Québec 2022. Estimé du coût des engagements*, 49 p.; Parti libéral du Québec (2022) *Cadre financier élections générales 2022*, 8 p.; Parti Québécois (2022) *Le Québec qui s'assume. Pour vrai. Cadre financier 2022*, 10 p.; Québec solidaire (2022) *Une nouvelle vision des finances publiques. Rigueur et ambition. Cadre financier de Québec solidaire*, 12 p. et *Annexe 1*, 8 p.

¹⁰ Nom des mesures avec un effet inférieur à 100 M\$: Garantir le droit à la justice; Gratuité de la contraception et des produits d'hygiène menstruelle.

Le cadre financier du rapport préélectoral inclut une provision pour risques économiques de 2 milliards de dollars annuellement. Le tableau 4 montre la position des partis à cet égard. On y constate que deux partis l'éliminent de leur propre cadre, deux autres la réduisent certaines années et enfin, un la laisse intacte.






Tableau 4. **Provision pour risques économiques de 2022-2023 à 2026-2027** (en millions de dollars)

| | 2022-2023 | 2023-2024 | 2024-2025 | 2025-2026 | 2026-2027 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|  Rapport préélectoral | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
|  CAQ | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 1 000 | 1 000 |
|  PLQ | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
|  PQ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  NPF | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  QS | 2 000 | 2 000 | 1 850* | 2 000 | 2 000 |

Note : * Le cadre financier détaillé de Québec solidaire indique un ajustement de provision aux dépenses de +150 M\$ et la provision est ici réduite de 150 M\$ par rapport au cadre de référence. L'effet sur le solde s'avère donc nul.

Rappelons que la Loi sur l'équilibre budgétaire est actuellement suspendue. Le tableau 5 résume ce que chacun des partis indique relativement à cette Loi ou relativement au retour à l'équilibre.

Tableau 5. **Principaux engagements relativement à l'équilibre budgétaire**

| | |
|---|--|
|  CAQ | – Retour à l'équilibre prévu en 2027-2028. |
|  PLQ | – Retour à l'équilibre prévu en 2024-2025; – Des sommes s'accumulent à la réserve de stabilisation à partir de cette année-là et atteignent 10 109 millions \$ en 2026-2027. |
|  PQ | – Aucune année de retour à l'équilibre budgétaire n'apparaît ni n'est annoncée. |
|  NPF | – Retour à l'équilibre prévu en 2023-2024; – Des sommes s'accumulent à la réserve de stabilisation en 2023-2024 et 2024-2025 et sont utilisées en 2025-2026 et 2026-2027 (retour des déficits). Le solde de la réserve est de zéro à la fin de 2026-2027. |
|  QS | – Retour à l'équilibre prévu en 2024-2025; – Aucune somme ne s'accumule à la réserve de stabilisation. |

Le tableau 6 présente les informations relatives aux versements au Fonds des générations indiqués dans les cadres financiers des partis.

Rappelons qu'il y a au Québec la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations*. Pour l'année financière 2025-2026, il y est indiqué que la dette brute ne pourra excéder 45 % du PIB alors que la dette représentant les déficits cumulés ne pourra excéder 17 % du PIB. Selon le rapport préélectoral, ces cibles devraient être respectées. Il est aussi écrit que :

La réduction du poids de la dette demeure une priorité pour le gouvernement. Comme mentionné dans le budget 2022-2023, le gouvernement entend proposer des changements relativement à la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations dans le budget 2023-2024. Un nouvel objectif de réduction de la dette couvrant les 10 ou 15 prochaines années sera alors fixé. Tout comme l'Ontario et d'autres provinces, le Québec pourrait axer sa reddition de comptes sur la dette nette.

Ainsi, le gouvernement devra se prononcer dans le prochain budget. Comme le montre le tableau 6, outre la Coalition Avenir Québec, aucun parti n'a indiqué son intention de fixer de nouvelles cibles d'endettement jusqu'ici.

Tableau 6. **Le Fonds des générations de 2022-2023 à 2026-2027** (en millions de dollars)

| | | 2022-2023 | 2023-2024 | 2024-2025 | 2025-2026 | 2026-2027 |
|---|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|  | Versements | 3 428 | 3 955 | 4 546 | 4 800 | 5 163 |
|  | Versements | 3 011 | 2 260 | 2 737 | 2 872 | 2 997 |
| | <ul style="list-style-type: none"> – Réduction des versements; – Aucune indication quant à l'utilisation des sommes accumulées au Fonds; – Indication que de nouvelles cibles devraient être fixées en fonction de la dette nette. | | | | | |
|  | Versements | 3 428 | 3 955 | 4 546 | 4 800 | 5 163 |
| | <ul style="list-style-type: none"> – Aucun changement aux versements; – Pas d'indication de nouvelles cibles d'endettement une fois les cibles de la Loi atteintes. | | | | | |
|  | Versements | 3 428 | 3 955 | 4 546 | 4 800 | 5 163 |
| | <ul style="list-style-type: none"> – Aucun changement aux versements; – Aucune indication quant à l'utilisation des sommes accumulées au Fonds, ni quant à une nouvelle cible d'endettement une fois les cibles de la Loi atteintes. | | | | | |
|  | Versements | 3 428 | 1 480 | 2 009 | 2 200 | 2 498 |
| | <ul style="list-style-type: none"> – Réduction des versements; – Aucune indication quant à l'utilisation des sommes accumulées au Fonds, ni quant à une nouvelle cible d'endettement une fois les cibles de la Loi atteintes; – Création du Fonds de transition juste qui puisera 1 milliard \$ par année à partir des versements qui étaient dédiés au Fonds des générations. | | | | | |
|  | Versements | 3 428 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Fonds d'urgence climatique | 0 | 0 | 500 | 500 | 500 |
| | <ul style="list-style-type: none"> – Suspension des versements au Fonds des générations; – Utilise les 22 milliards \$ qui devaient y être envoyés d'ici 2026-2027 pour financer la lutte aux changements climatiques et pour améliorer la qualité de vie des aînés; – Aucune indication quant à l'utilisation des sommes accumulées au Fonds, ni quant à une nouvelle cible d'endettement une fois les cibles de la Loi atteintes. | | | | | |

Enfin, le tableau 7 présente les engagements des partis quant aux changements qu’ils comptent proposer aux sommes prévues au PQI. Ces changements ont directement un effet sur le niveau de la dette brute.

Seuls trois partis ont clairement indiqué des ajouts au PQI.

Tableau 7. **Principaux engagements relativement au PQI – écart par rapport au rapport préélectoral** (en millions de dollars)

| | 2022-2023 | 2023-2024 | 2024-2025 | 2025-2026 | 2026-2027 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 0 | 750 | 750 | 750 | 750 |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 0 | 1 075 | 1 575 | 2 275 | 2 375 |
| | 0 | 6 259 | 9 599 | 8 277 | 8 372 |

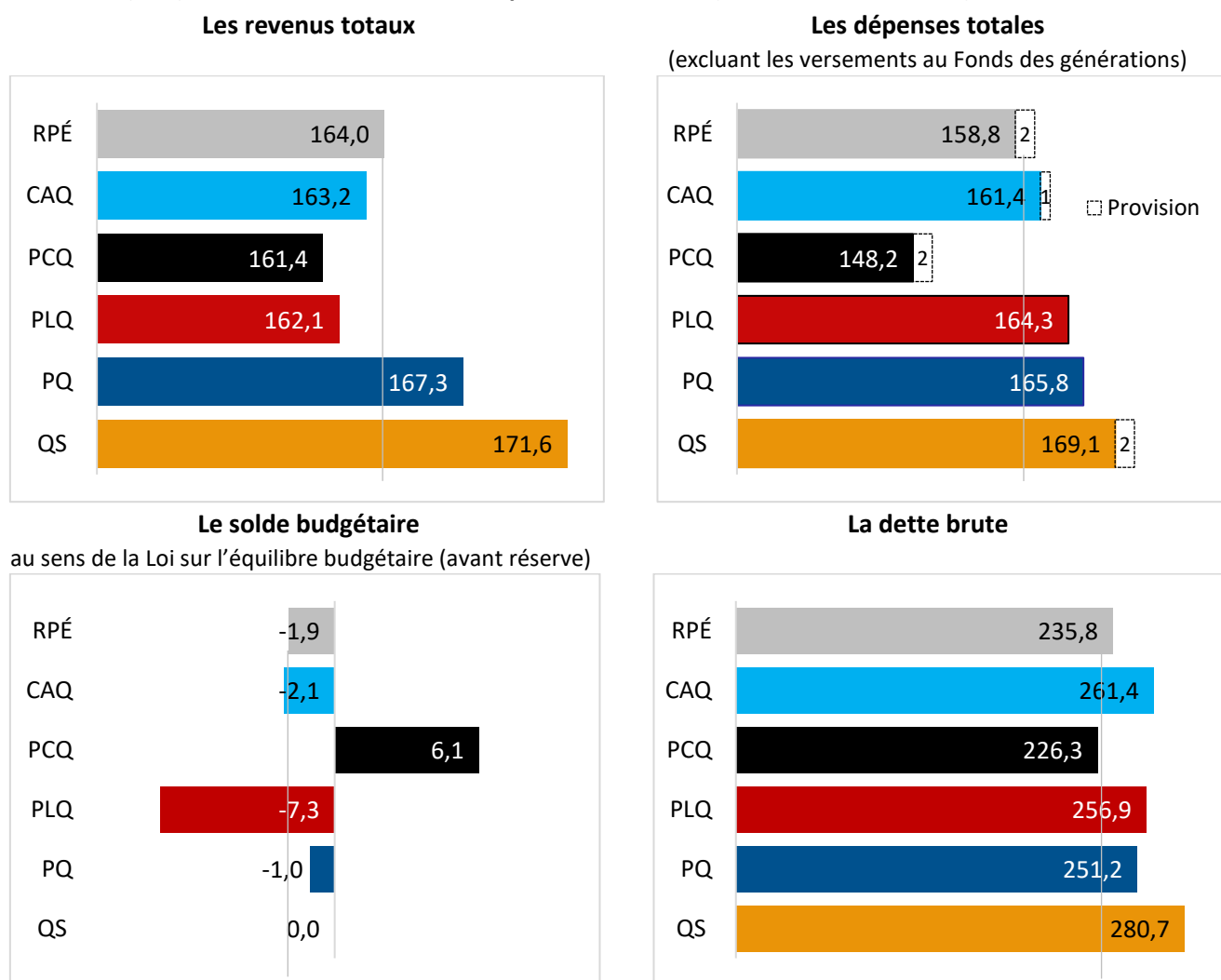
4. COMPARAISON DE L'EFFET DES CADRES FINANCIERS

La figure 1 permet de voir la position des cinq partis en regard de quatre indicateurs de finances publiques inclus dans le rapport préélectoral pour la dernière année du cadre financier, soit 2026-2027.

Pour les revenus totaux, trois partis en prévoient moins que ce qu'indique le rapport préélectoral, et deux davantage. Aux extrêmes, se retrouve d'un côté le Parti conservateur du Québec et de l'autre, Québec solidaire.

Du côté des dépenses, seul le Parti conservateur du Québec est sous le niveau du rapport préélectoral. La Coalition Avenir Québec est pratiquement au même niveau que le rapport préélectoral et les trois autres partis le surpassent. Les extrêmes sont encore une fois le Parti conservateur du Québec et Québec solidaire.

Figure 1. Indicateurs de finances publiques du gouvernement du Québec, tirés du rapport préélectoral (RPÉ) et des cadres financiers des partis, 2026-2027 (en milliards de dollars)



Les écarts aux revenus et dépenses par rapport aux estimations du rapport préélectoral se reflètent nécessairement dans l'estimation du solde budgétaire. Le troisième graphique de la figure 1 compare donc le solde obtenu (au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire).

Encore une fois ici pour 2026-2027, la position des partis est fortement contrastée. Alors que la Coalition Avenir Québec reste assez près du déficit indiqué au rapport préélectoral, deux partis projettent l'équilibre au sens de la Loi (surplus pour le Parti conservateur du Québec). Rappelons que les graphiques des revenus et dépenses montrent que le chemin pour y arriver est toutefois fort différent. Le déficit le plus élevé pour 2026-2027 découle des engagements du Parti libéral du Québec. Toutefois, il est important de mentionner que la disparité des partis politiques quant aux versements au Fonds des générations influence le solde budgétaire au sens de la Loi.

Enfin, le dernier graphique montre les effets totaux sur la dette brute du gouvernement du Québec, soit le coût des engagements nets sur la période (figure 3 plus loin), la variation de la provision (tableau 4), les changements au PQI (tableau 7) et tout autre changement aux composantes de variation de la dette brute, dont ceux aux versements au Fonds des générations. Seul le Parti conservateur du Québec présente une dette brute en 2026-2027 inférieure à celle indiquée dans le rapport préélectoral. Les quatre autres partis la font croître. Les écarts les plus importants sont ceux de Québec solidaire et de la Coalition Avenir Québec.

5. REMARQUES FINALES

En guise de conclusion à cette synthèse des cadres financiers, quelques mots sur l'évolution des soldes budgétaires, sur la comparaison du coût net des engagements et pour boucler la boucle, sur les constats relativement à ce qui a été proposé comme balises ou meilleures pratiques pour les cadres financiers.

5.1. Évolution des soldes budgétaires

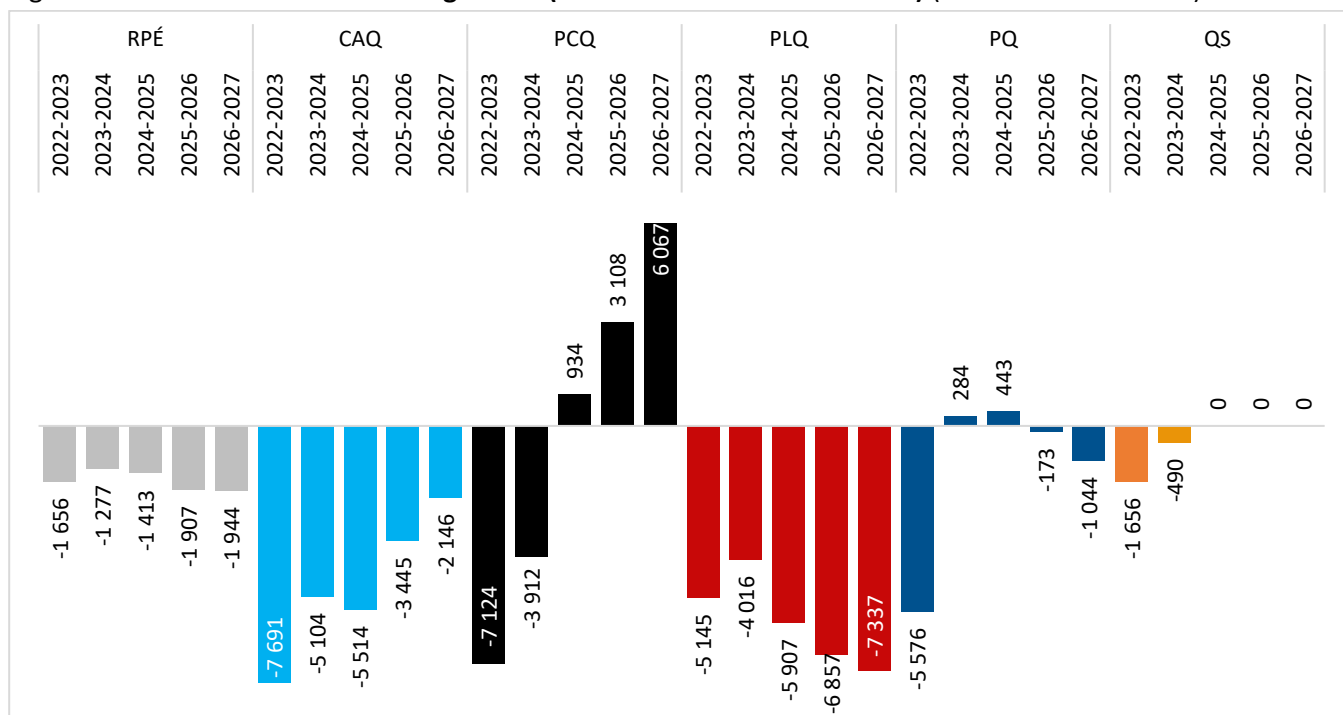
Comme le rappelle le rapport préélectoral, la « Loi sur l'équilibre budgétaire a pour objectif d'obliger le gouvernement à maintenir l'équilibre budgétaire et à présenter un cadre financier équilibré. De manière générale, cette Loi édicte les règles applicables lorsqu'il se produit un surplus ou un déficit ».

La Loi sur l'équilibre budgétaire a été modifiée pour que certains de ses effets soient suspendus « à compter de l'année financière 2021-2022, et ce, jusqu'à la fin de l'année financière déterminée par le ministre des Finances au plus tard à l'occasion du discours sur le budget de l'année financière 2023-2024 ». Les effets suspendus sont :

- l'interdiction de constater ou de prévoir un déficit budgétaire;
- la présentation d'un plan de retour à l'équilibre budgétaire;
- l'obligation d'engager des mesures de résorption des dépassements.

Les partis ne se sont pas prononcés spécifiquement sur la Loi sur l'équilibre budgétaire. Toutefois, l'analyse de l'évolution des soldes budgétaires est éclairante. Ainsi, trois partis sur cinq présentent une évolution où les déficits décroissent année après année. Dans le cas du Parti Québécois, on note un retour au déficit la dernière année du cadre financier. Enfin, dans le cas du Parti libéral du Québec, les déficits sont croissants sur l'ensemble de la période.

Figure 2. **Évolution des soldes budgétaires (avant réserve de stabilisation)** (en millions de dollars)



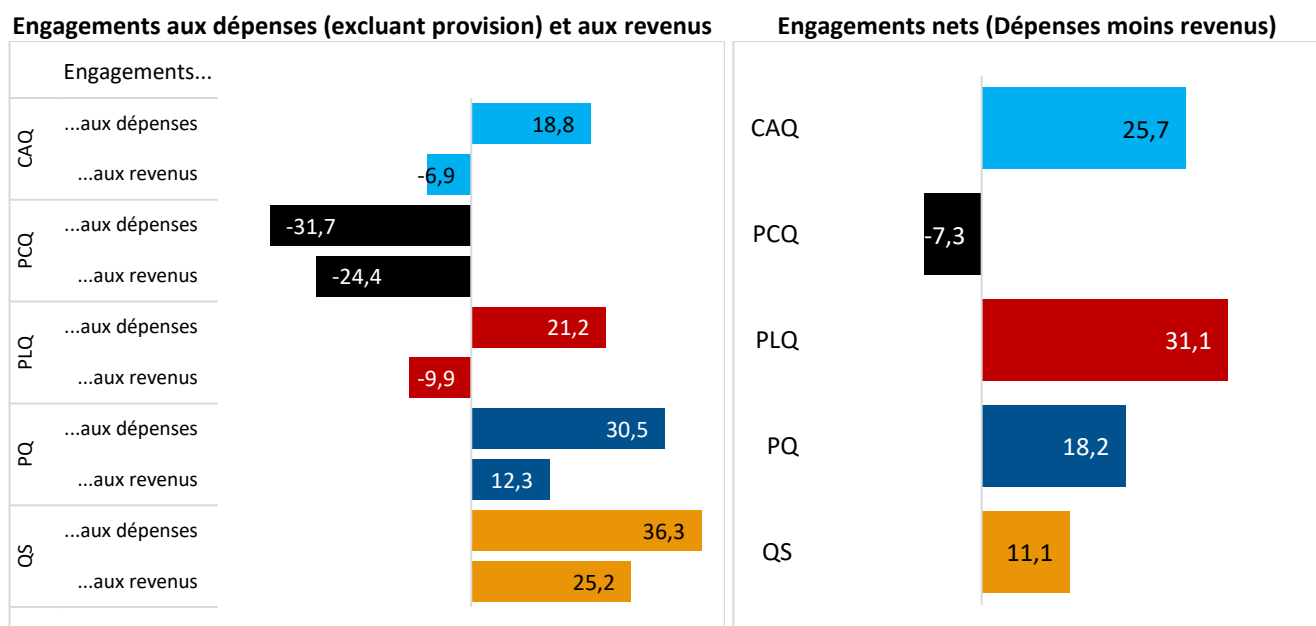
5.2. Coût net des engagements

La figure 3 illustre dans sa partie gauche les engagements des partis à la fin des cinq années du cadre financier en termes de dépenses (sans la provision pour éventualités) et en termes de revenus. À droite, il s’agit du coût net des engagements pour la même période (effets sur les dépenses moins effets sur les revenus).

Le coût net des engagements le plus élevé est celui du Parti libéral du Québec, suivi de celui de la Coalition Avenir Québec. Dans ces deux cas, des dépenses plus élevées se conjuguent à des revenus plus bas. Le plus faible coût des engagements nets est celui de Québec solidaire. En effet, malgré les engagements aux dépenses les plus importants, Québec solidaire indique un financement de ces nouvelles dépenses par des augmentations de revenus, dont de nouveaux impôts. L’histoire est la même pour le Parti Québécois mais dans une moindre mesure, surtout pour les revenus.

Enfin, les engagements nets du Parti conservateur du Québec montrent un coût négatif. Les dépenses du Parti conservateur sont moins importantes que celles indiquées au rapport préélectoral (écart négatif) et les revenus sont également plus bas. Ainsi, le coût net des engagements permet d’engranger des surplus. Bien qu’en sens opposé, l’ampleur en valeur absolue des changements proposés par le Parti Conservateur ($31,7 + 24,4 = 56,1$) apparaît similaire à celle de Québec solidaire ($36,3 + 25,2 = 61,5$).

Figure 3. **Coût des engagements** (en milliards de dollars)



Note : Les engagements représentent dans les faits les écarts avec le rapport préélectoral

5.3. Meilleures pratiques de présentation des cadres financiers

Cette année, les partis politiques avaient tous les outils en main pour présenter des cadres financiers complets et facilitant du même coup les comparaisons adéquates entre eux.

Maintenant qu’ils ont tous fait leur devoir en présentant leur cadre, revenons sur l’exercice en regard de certaines pratiques à privilégier.

Avant toute chose, il convient de noter la grande amélioration des façons de faire entre l'exercice actuel et celui des précédentes campagnes électorales. Tous les partis se sont servis des principales informations du Rapport préélectoral comme point d'appui.

À partir de ces données, les principaux engagements aux revenus et aux dépenses ont été en général assez faciles à retrouver, ainsi que le résultat final quant au solde budgétaire.

Il avait été suggéré, pour faciliter la comparaison entre les cadres financiers, d'utiliser le simulateur du ministère des Finances du Québec mis en ligne au moment de la publication du Rapport préélectoral. En plus d'inclure l'ensemble des données à comparer (revenus, dépenses, solde, Fonds des générations, provision, etc.), ce dernier permet de calculer aisément les effets des engagements sur la dette brute et sur la dette représentant les déficits cumulés, pour lesquelles il y a une cible à atteindre d'ici 2026-2027. Cette suggestion n'a pas été adoptée par tous.

Enfin, toujours en vue de faciliter les comparaisons, il avait été recommandé de ne pas modifier les prévisions économiques et financières. Lors de la conférence du 20 août 2022 sur les cadres financiers, il avait été suggéré de faire varier la provision pour risques économiques si un parti désirait ajuster les prévisions économiques. Toutefois, tous les partis qui ont modifié la provision pour risques l'ont fait sans expliquer pourquoi. Par exemple, deux partis ont complètement effacé la provision pour risques sans justification ou explication de ce qui se passerait si la conjoncture économique se détériorait plus que prévu.

La recommandation aurait pu être plus générale et couvrir également l'ajout d'effets indirects des mesures sur les revenus. En effet, bien que d'un point de vue économique cela puisse se défendre, dans le cadre de l'exercice des cadres financiers, leur inclusion est plus discutable, car ultimement, pour plusieurs des propositions des partis, des arguments pourraient justifier des effets indirects sur les revenus. Notons de plus que dans l'exercice budgétaire du gouvernement, à notre connaissance, seuls les effets directs des mesures sont inclus. Force est de constater que cette recommandation n'a pas non plus été suivie par tous. Cela complexifie en partie les comparaisons, notamment celles qui nécessitent de tenir compte du PIB. Notons toutefois que lorsque les effets sur les revenus de ces changements de PIB apparaissent séparément dans la liste des mesures proposées, cela permet de les identifier clairement. Pour rendre le tout encore plus transparent, l'effet chiffré sur le PIB aurait pu être ajouté. Dans la même veine, d'autres effets indirects sur les revenus ont été inclus dans certains cadres financiers. Si leur ampleur est peut-être questionnable, le fait de les indiquer clairement à l'intérieur du cadre financier doit être noté comme un élément de transparence.

Dans une optique d'améliorations à apporter une prochaine fois, il y a un ou deux éléments qui pourraient être modifiés dans un exercice subséquent pour rendre encore plus comparables les différents cadres financiers entre chacun des partis politiques. Il faut voir cela comme des critiques constructives.

Pour la Coalition Avenir Québec, deux choses rendent la comparaison plus difficile. Comme indiqué plus haut, l'amélioration de l'hypothèse concernant la croissance économique a des effets favorables sur la croissance des revenus. Sans cet ajout, le coût des engagements nets serait supérieur (3,3 milliards de dollars). Le second élément est l'absence des effets sur la dette brute et sur la dette représentant les déficits cumulés. Bien que la notion de dette nette pourrait être celle à privilégier dans le futur, une des cibles actuelles dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations reste celle en fonction de la dette brute.

Pour le Parti conservateur du Québec, certains ajouts aux revenus rendent la comparaison difficile, soit les revenus indirects découlant de la proposition de déréglementation (effet total sur la période de 7,9 milliards de dollars). S'ajoutent aussi une hausse des revenus (5,7 milliards de dollars sur la période) et une réduction des dépenses (1,2 milliard de dollars) découlant d'une interprétation de l'analyse de la Vérificatrice générale. Or, il nous semble aussi dans ce cas que cela s'éloigne substantiellement du cadre de référence du rapport préélectoral alors que la Vérificatrice générale a confirmé sa plausibilité. Sans ces changements, le coût des engagements nets du Parti conservateur du Québec serait plus élevé (14,8 milliards de dollars en excluant un service de la dette plus élevé). Enfin, le cadre financier du Parti conservateur ne sépare pas les dépenses de portefeuille et le service de la dette dans la présentation des dépenses. Cette omission rend plus difficile la comparaison avec les autres cadres et ne permet pas de voir que sans cette fusion, il y a une baisse des dépenses de portefeuilles en 2024-2025 (voir annexe du présent document).

Pour le Parti libéral du Québec, deux éléments sont à noter à partir du cadre financier révisé. D'abord, sans remettre en question la valeur des estimations des engagements aux revenus, notamment en lien avec les réductions d'impôt, il apparaît inexact de la laisser inchangée sur l'ensemble de la période, ce qui indique que leur valeur ne suivrait pas la croissance des autres revenus fiscaux. Puis, comme il s'agit du seul cadre financier montrant une hausse croissante des déficits, on aurait pu s'attendre à une prise de position claire relativement à la Loi sur l'équilibre budgétaire.

Pour le Parti Québécois, l'inclusion d'effets indirects rend la comparaison plus difficile. En cumulant l'effet attendu de la hausse des revenus associée à la hausse du nombre de travailleurs d'expérience, à la hausse du nombre de parents sur le marché du travail et à la hausse des taxes à la consommation liée au versement de l'allocation au pouvoir d'achat, on obtient des revenus majorés (10,7 milliards de dollars).

Enfin, les comparaisons sont facilitées par l'absence d'effets indirects au cadre financier de Québec solidaire. Par contre, il importe de souligner qu'on ne peut pas regarder uniquement le solde budgétaire pour voir les effets globaux de ce dernier, car il découle de façon importante d'une hausse de revenus qui nécessite une réforme importante de la fiscalité du Québec.

Il importe de souligner de nouveau le fait que les cinq principaux partis se sont tous prêtés à l'exercice des cadres financiers. Si dans ce présent texte nous pouvons mentionner certains éléments à améliorer, c'est justement parce que les partis politiques ont fait preuve de transparence et en produisant ces cadres financiers.

Terminons en réitérant qu'il faut reconnaître la grande complexité de l'exercice de construction des cadres financiers. Aussi, redisons toute l'importance et l'utilité de l'exercice. Même si les évaluations des coûts et bénéfiques des mesures sont difficiles à faire et peuvent être imprécises, leur évaluation force les partis à se questionner sur l'incidence financière de ce qui est promis chaque jour durant la campagne.

ANNEXE : PRÉSENTATION UNIFORME DE CERTAINS INDICATEURS DES CADRES FINANCIERS

| Rapport préélectoral | | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
| Revenus autonomes | 114 870 | 118 981 | 123 488 | 127 316 | 131 641 |
| Transferts fédéraux | 29 600 | 29 631 | 29 921 | 31 813 | 32 345 |
| Total des revenus | 144 470 | 148 612 | 153 409 | 159 129 | 163 986 |
| Dépenses de portefeuilles | 128 154 | 134 472 | 138 370 | 144 246 | 147 959 |
| Services de la dette | 10 189 | 9 000 | 9 888 | 9 990 | 10 808 |
| Total des dépenses | 138 343 | 143 472 | 148 258 | 154 236 | 158 767 |
| Provisions pour éventualités | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
| Dépenses liées aux mesures de soutien et de relance COVID-19 | 2 355 | 462 | 18 | 0 | 0 |
| Solde (au sens des comptes publics) | 1 772 | 2 678 | 3 133 | 2 893 | 3 219 |
| Versement aux Fonds des générations | 3 428 | 3 955 | 4 546 | 4 800 | 5 163 |
| Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire (avant réserve) | -1 656 | -1 277 | -1 413 | -1 907 | -1 944 |
| Dette brute | 219 814 | 224 556 | 227 868 | 232 097 | 235 793 |

| Coalition Avenir Québec | | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
| Revenus autonomes | 114 404 | 116 627 | 121 295 | 126 194 | 130 877 |
| Transferts fédéraux | 29 600 | 29 631 | 29 921 | 31 813 | 32 345 |
| Total des revenus | 144 004 | 146 258 | 151 216 | 158 007 | 163 222 |
| Dépenses de portefeuilles | 134 088 | 137 357 | 141 650 | 147 041 | 149 970 |
| Services de la dette | 10 241 | 9 283 | 10 325 | 10 539 | 11 401 |
| Total des dépenses | 144 329 | 146 640 | 151 975 | 157 580 | 161 371 |
| Provisions pour éventualités | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 1 000 | 1 000 |
| Dépenses liées aux mesures de soutien et de relance COVID-19 | 2 355 | 462 | 18 | 0 | 0 |
| Solde (au sens des comptes publics) | -4 680 | -2 844 | -2 777 | -573 | 851 |
| Versement aux Fonds des générations | 3 011 | 2 260 | 2 737 | 2 872 | 2 997 |
| Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire (avant réserve) | -7 691 | -5 104 | -5 514 | -3 445 | -2 146 |
| Variation au PQI ou à d'autres facteurs de croissance de la dette* | 0 | 561 | 508 | 455 | 403 |
| Dette brute | 226 266 | 237 091 | 246 821 | 254 971 | 261 438 |

*La Coalition Avenir Québec ajoute des investissements au PQI desquels sont soustraits les impacts budgétaires affectant le solde budgétaire relativement à l'amortissement, aux transferts aux organismes hors périmètres et au service de la dette s'y rattachant.

Parti conservateur du Québec

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Revenus autonomes | 108 350 | 113 081 | 118 284 | 123 059 | 129 079 |
| Transferts fédéraux | 29 600 | 29 631 | 29 921 | 31 813 | 32 345 |
| Total des revenus | 137 950 | 142 712 | 148 205 | 154 872 | 161 424 |
| Dépenses de portefeuilles | 126 867 | 130 869 | 130 614 | 135 017 | 137 794 |
| Services de la dette | 10 424 | 9 338 | 10 093 | 9 947 | 10 400 |
| Total des dépenses | 137 291 | 140 207 | 140 707 | 144 964 | 148 194 |
| Provisions pour éventualités | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
| Dépenses liées aux mesures de soutien et de relance COVID-19 | 2 355 | 462 | 18 | 0 | 0 |
| Solde (au sens des comptes publics) | -3 696 | 43 | 5 480 | 7 908 | 11 230 |
| Versement aux Fonds des générations | 3 428 | 3 955 | 4 546 | 4 800 | 5 163 |
| Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire (avant réserve) | -7 124 | -3 912 | 934 | 3 108 | 6 067 |
| Variation aux PQI ou à d'autres facteurs de croissance de la dette* | 0 | -242 | -484 | -725 | -725 |
| Dette brute | 225 282 | 232 417 | 232 898 | 231 387 | 226 347 |

* Le Parti conservateur du Québec effectue un ajustement à la dette, soit une diminution de ce qui ferait partie du poste « Placements, prêts et avances », une des composantes de variation de la dette brute.

Parti libéral du Québec

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Revenus autonomes | 111 689 | 117 882 | 121 694 | 125 422 | 129 747 |
| Transferts fédéraux | 29 600 | 29 631 | 29 921 | 31 813 | 32 345 |
| Total des revenus | 141 289 | 147 513 | 151 615 | 157 235 | 162 092 |
| Dépenses de portefeuilles | 130 462 | 137 957 | 142 803 | 148 794 | 152 622 |
| Services de la dette | 10 189 | 9 155 | 10 155 | 10 498 | 11 644 |
| Total des dépenses | 140 651 | 147 112 | 152 958 | 159 292 | 164 266 |
| Provisions pour éventualités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses liées aux mesures de soutien et de relance COVID-19 | 2 355 | 462 | 18 | 0 | 0 |
| Solde (au sens des comptes publics) | -1 717 | -61 | -1 361 | -2 057 | -2 174 |
| Versement aux Fonds des générations | 3 428 | 3 955 | 4 546 | 4 800 | 5 163 |
| Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire (avant réserve) | -5 145 | -4 016 | -5 907 | -6 857 | -7 337 |
| Variation au PQI ou à d'autres facteurs de croissance de la dette | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dette brute | 223 303 | 230 784 | 238 590 | 247 769 | 256 858 |

Parti Québécois

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Revenus autonomes | 115 850 | 121 106 | 126 329 | 130 425 | 134 918 |
| Transferts fédéraux | 29 600 | 29 631 | 29 921 | 31 813 | 32 345 |
| Total des revenus | 145 450 | 150 737 | 156 250 | 162 238 | 167 263 |
| Dépenses de portefeuilles | 134 885 | 139 364 | 143 763 | 150 084 | 154 800 |
| Services de la dette | 10 358 | 9 148 | 10 017 | 10 127 | 11 011 |
| Total des dépenses | 145 243 | 148 512 | 153 780 | 160 211 | 165 811 |
| Provisions pour éventualités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses liées aux mesures de soutien et de relance COVID-19 | 2 355 | 462 | 18 | 0 | 0 |
| Solde (au sens des comptes publics) | -2 148 | 1 763 | 2 452 | 2 027 | 1 452 |
| Versement aux Fonds des générations | 3 428 | 1 480 | 2 009 | 2 200 | 2 498 |
| Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire (avant réserve) | -5 576 | 283 | 443 | -173 | -1 046 |
| Variation au PQI ou à d'autres facteurs de croissance de la dette | 0 | 1 075 | 1 575 | 2 075 | 2 375 |
| Dette brute | 223 734 | 230 466 | 236 035 | 243 205 | 251 043 |

Québec solidaire

| | 2022- 2023 | 2023- 2024 | 2024- 2025 | 2025- 2026 | 2026- 2027 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Revenus autonomes | 114 870 | 123 754 | 129 349 | 134 311 | 139 256 |
| Transferts fédéraux | 29 600 | 29 631 | 29 921 | 31 813 | 32 345 |
| Total des revenus | 144 470 | 153 385 | 159 270 | 166 124 | 171 601 |
| Dépenses de portefeuilles | 128 154 | 142 170 | 146 474 | 152 860 | 157 297 |
| Services de la dette | 10 189 | 9 243 | 10 428 | 10 764 | 11 804 |
| Total des dépenses | 138 343 | 151 413 | 156 902 | 163 624 | 169 101 |
| Provisions pour éventualités | 2 000 | 2 000 | 1 850 | 2 000 | 2 000 |
| Dépenses liées aux mesures de soutien et de relance COVID-19 | 2 355 | 462 | 18 | 0 | 0 |
| Solde (au sens des comptes publics) | 1 772 | -490 | 500 | 500 | 500 |
| Versement aux Fonds des générations | 3 428 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Versements au Fonds d'urgence climatique | | | 500 | 500 | 500 |
| Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire (avant réserve) | -1 656 | -490 | 0 | 0 | 0 |
| Variation au PQI ou à d'autres facteurs de croissance de la dette | 0 | 6 259 | 9 599 | 8 277 | 8 372 |
| Dette brute | 219 814 | 233 983 | 250 027 | 265 426 | 280 713 |